Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition

Rapport d'activités no.165
du 27.04.2020 au 25.05.2020

Forum FSN

Comment les politiques et les stratégies agricoles aident-elles à mettre un terme au travail des enfants dans l'agriculture?

À propos de cette discussion en ligne

Le présent document présente une synthèse de la discussion en ligne sur le thème *Comment les politiques et stratégies agricoles peuvent-elles contribuer à éradiquer le travail des enfants dans l'agriculture?* tenue sur le Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Forum FSN) de la FAO du 27 avril au 25 mai 2020. Cette discussion a été modérée par Jessie Rivera Fagan de la FAO, Rome, Italie.

La discussion a eu lieu dans le cadre des activités menées par la FAO en vue de l'Année internationale de l'élimination du travail des enfants en 2021 et de ses efforts plus larges pour contribuer à la réalisation de la cible 8.7 des objectifs de développement durable d'ici 2025. Il est souvent nécessaire d'adopter une approche multisectorielle globale pour lutter contre le travail des enfants dans l'agriculture. Les participants ont donc été invités à échanger des informations et des études de cas sur les politiques et les programmes qui ont réussi à réduire le travail des enfants dans l'agriculture dans les domaines suivants: 1) la faim et la malnutrition; 2) le changement climatique et la dégradation de l'environnement; 3) l'agriculture familiale; 4) l'innovation; 5) les investissements publics et privés; 6) l'attention portée aux chaînes d'approvisionnement nationales; et 7) les politiques et stratégies intersectorielles.

Durant quatre semaines de discussion, des participants de 41 pays ont apporté 90 contributions. La présentation du sujet et les questions proposées, ainsi que les contributions reçues, sont disponibles sur la page de la discussion: www.fao.org/fsnforum/activities/discussions/addressing-child-labour-agriculture

Lutter contre le travail des enfants dans l'agriculture: définir des actions et des approches

Les participants ont souligné qu'en dépit des cadres juridiques et des politiques spécifiques au travail des enfants mis en place par les gouvernements, trop d'enfants demeurent assujettis à cette pratique. Dans le cadre de leur travail, la plupart d'entre eux effectuent des tâches agricoles dangereuses qui ne tiennent pas compte de leurs droits. De plus, ces activités interfèrent fréquemment avec leur présence à l'école (Swaib Karafule, Belinda Issakou Adamou Houssou, Dhananjaya Poudyal, Ayebare Prudence). L'échec de la mise en œuvre des politiques et des programmes à ce jour a été attribué à des budgets limités, à l'insuffisance de la couverture, au manque de capacités techniques, à la portée restreinte des mesures relatives à la pauvreté et aux moyens d'existence ainsi qu'à la faible sensibilisation à l'impact du travail des enfants (Marygoretti Gachagua).

Le fait de ne pas reconnaître et gérer les questions socioculturelles qui empêchent la mise en œuvre efficace des politiques constitue un facteur supplémentaire (Maria Moate).

Des participants ont indiqué que la prise en compte du travail des enfants dans les stratégies de développement (Maria Lee) et les politiques alimentaires et agricoles est cruciale et qu'une lutte efficace contre le travail des enfants dans l'agriculture requiert une approche harmonisée, intégrée et multipartite (Marco Dubbelt, Bernd Seiffert, Lal Manavado, Pablo Ruiz, Maria Lee). D'autres ont souligné qu'il convient de reconnaître l'inégalité des relations de pouvoir entre les différentes parties prenantes de l'agriculture et des chaînes d'approvisionnement alimentaire. De ce fait, les groupes vulnérables et marginalisés pourraient avoir besoin d'un appui spécifique pour renforcer leur participation aux processus décisionnels (Sérgio Mattos), lesquels, dans tous les cas, devraient inclure les agriculteurs et leurs communautés (John Ede, Lalaina Razafindrakoto). En rapport avec cette question, les participants ont insisté sur le fait que les politiques doivent reposer sur une approche fondée sur les droits de l'homme (Jeston Lunda), ce qui implique naturellement la participation des organisations de défense des droits de l'enfant (Marco Dubbelt).

Un large éventail d'actions interconnectées à entreprendre pour lutter convenablement contre le travail des enfants dans l'agriculture a été suggéré. De nombreux participants ont précisé qu'un appui technique et financier est nécessaire pour améliorer les conditions de travail et le revenu des agriculteurs. L'importance d'un salaire décent a également été soulignée (Gine Zwart). De plus, l'investissement dans des services de base pour les régions rurales est crucial, notamment un accès accru à une éducation de qualité, y compris pour les enfants en écoles secondaires, et l'expansion des soins de santé publique. Les autres domaines d'action mentionnés par de nombreux participants sont le renforcement des capacités dans les communautés rurales, l'incitation au signalement des cas de travail des enfants par les acteurs gouvernementaux et les ONG, le suivi et l'évaluation des progrès de la lutte contre le travail des enfants et la mise en œuvre de systèmes incitatifs visant à éviter le recours au travail des enfants.

De nombreux participants ont également souligné la nécessité de tenir compte des spécificités du contexte (Pablo Ruiz) - à cet égard, l'adoption de politiques de développement territorial pourrait constituer une bonne approche (Fatima Idahmad) – ainsi que des diverses difficultés rencontrées par les enfants en fonction de leur classe d'âge et de leur sexe (Commission européenne, Godswill Chimdugam Wachukwu, Christian Häberli, KBN Rayana).

Les sections suivantes fournissent une vue d'ensemble des suggestions et des études de cas portant sur les politiques et les programmes évoquées par les participants en rapport avec les domaines suivants: 1) faim et malnutrition; 2) changement climatique et dégradation de l'environnement; 3) agriculture familiale; 4) innovation; 5) investissement public et privé; 6) attention portée aux chaînes d'approvisionnement nationales; 7) politiques et stratégies intersectorielles.

Aborder les problématiques des enfants vulnérables

Plusieurs catégories d'enfants peuvent être particulièrement vulnérables au travail infantile. Il peut s'agir, entre autres, des groupes suivants: les filles; les enfants victimes de situations d'urgence; ceux qui appartiennent à des groupes minoritaires, tels que les populations autochtones; les enfants d'agriculteurs sans terre ou de travailleurs migrants; et les enfants handicapés. Au cours de la discussion, les participants ont toutefois mis en évidence deux catégories qui méritent une attention particulière.

Les enfants concernés par la migration

Les enfants qui migrent avec les familles qui travaillent dans l'agriculture peuvent être particulièrement exposés au risque de travail infantile (Commission européenne) du fait des paiements à la pièce, des pressions exercées pour respecter les quotas ou rembourser les dettes contractées pendant la migration, et l'absence de services d'aide à l'enfance. Les enfants de familles migrantes peuvent avoir à travailler plus longtemps et être exposés à plus de risques que les enfants de familles résidentes et ne pas avoir accès à l'éducation, tandis que les enfants voyageant seuls peuvent être particulièrement vulnérables à différentes formes d'abus.

La migration saisonnière dans le domaine de l'agriculture peut également donner lieu au travail des enfants, car ceux qui voyagent avec leur famille ne sont pas scolarisés pendant une certaine période. Par ailleurs, les enfants restés au pays peuvent se voir dans l'obligation de reprendre le travail accompli précédemment par le membre du ménage qui a émigré (Jacqueline Demeranville).

Les jeunes de 15 à 17 ans de zones rurales

Même si les jeunes de cette tranche d'âge ont atteint l'âge d'admission à l'emploi, ils peuvent effectuer un travail dangereux, qui reste donc considéré comme une forme de travail des enfants. En fait, ces jeunes courent un grand risque d'être exploités car ils rencontrent souvent des obstacles pour obtenir un emploi décent, à savoir: a) l'accès limité à l'enseignement professionnel et secondaire; b) le manque de compétitivité; c) l'accès insuffisant aux services et au capital; d) les restrictions à leur participation aux organisations de producteurs et aux syndicats; et e) l'exclusion des programmes gouvernementaux et relatifs à l'emploi. À l'échelle mondiale, quelque 38 millions d'enfants de cette tranche d'âge travaillent, pour la plupart dans l'agriculture (Lalaina Razafindrakoto).

1. Faim et malnutrition

La première question de la discussion invitait les participants à examiner la manière dont les politiques et les programmes axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition ont traité le travail des enfants dans l'agriculture. Les commentaires se sont principalement centrés sur les programmes de repas scolaires, qui ont souvent eu des effets positifs en termes d'arrêt du travail des enfants, de promotion de la fréquentation scolaire et d'amélioration de la nutrition des enfants. Cependant, un participant a remarqué qu'en général, il conviendrait de mener d'autres études pour comprendre quels bénéfices les filles et les garçons peuvent attendre de ces interventions (Marco Dubbelt). La littérature suggère que les programmes de repas scolaires en Amérique latine et aux Caraïbes ont fait baisser le nombre d'enfants travailleurs d'âge scolaire (Mylene Rodríguez Leyton) et que les repas scolaires ont entraîné une réduction du travail des enfants au Bangladesh, en Égypte et en Zambie (Omar Benammour, Mylene Rodríguez Leyton). Sous réserve d'une gestion adaptée de leur mise en œuvre, les repas scolaires en lien avec la petite production locale peuvent présenter des bénéfices accrus pour les petits agriculteurs et contribuent à diminuer la pauvreté rurale dans les communautés locales.

Les participants ont fait part des études de cas suivantes sur les repas scolaires:

- En **Haïti**, des habitants du village de Léogâne ont créé un comité chargé de définir une vision de l'avenir après le tremblement de terre dévastateur de 2010. Principalement axé sur les enfants de la communauté, ce comité vise à leur fournir une éducation de qualité et un repas scolaire chaud par jour. Les repas scolaires sont préparés par les parents. En outre, des villageois ont commencé à cultiver du blé pour approvisionner la cantine scolaire grâce à des semences fournies par une ONG américaine. Durant la semaine, les parents s'occupent des tâches agricoles et les enfants les aident pendant les week-ends et les vacances (Audrey Pomier Flobinus).
- En **Inde** existe un dispositif public de repas de midi mais il ne tient pas compte de la vulnérabilité de la main d'œuvre agricole migrante: les enfants qui migrent avec leur famille pour les activités agricoles saisonnières n'ont pas accès au programme de repas scolaires (Marco Dubbelt).
- En **République Unie de Tanzanie**, les repas scolaires sont soutenus par la contribution des parents et d'autres parties prenantes qui se chargent de les fournir. Le programme a entraîné une hausse de la fréquentation scolaire et une baisse du travail des enfants (Peter Mtenda).
- Au **Togo**, des cantines scolaires ont été mises en place parallèlement à un programme d'assurance scolaire. Ces efforts ont eu des effets positifs sur la nutrition des enfants ainsi que sur la fréquentation scolaire, notamment chez les filles. De ce fait, le programme semble avoir contribué à la réduction du travail des enfants. Cependant, pour en accroître

© FAO/K.Pratt

l'efficacité, il devrait également inclure les enfants de moins de 6 ans et ceux en âge de fréquenter le cycle secondaire. Concernant ce dernier, les enfants doivent souvent quitter leur domicile pour se rendre à l'école ce qui augmente considérablement les dépenses des ménages. De ce fait, les parents préfèrent garder leurs enfants sur l'exploitation (Adebayo Depo). Par conséquent, au-delà des repas scolaires, un appui renforcé est souvent nécessaire pour faciliter l'accès à l'éducation dans cette classe d'âge.

Autre initiative en rapport avec les programmes de sécurité alimentaire et de nutrition, «Attention and Case Spaces» est soutenue par le ministère argentin du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. Afin de prévenir le travail des enfants, elle met à disposition des centres où ils peuvent petit-déjeuner et déjeuner et bénéficier de visites médicales. Cela permet aux parents de travailler sans interruption, ce qui est particulièrement crucial pendant les périodes de moisson où il leur est difficile de superviser leurs enfants tout en effectuant des tâches à haut risque. Mis en œuvre dans différentes provinces, le programme est géré et financé par de multiples acteurs, dont des autorités nationales, provinciales et municipales, le secteur privé et des syndicats de travailleurs (Sergio Díaz).

2. Changement climatique et dégradation de l'environnement

Le changement climatique et la dégradation de l'environnement peuvent intensifier le travail agricole et réduire la prévisibilité des revenus, ce qui risque à son tour d'entraîner une hausse du travail des enfants. À cet égard, les participants étaient invités à débattre de la participation des parties prenantes de l'agriculture aux politiques ou aux programmes en rapport avec le climat, ainsi que de l'efficacité de ces interventions en termes de lutte contre le travail des enfants.

Les participants ont souligné le faible nombre d'études existantes consacrées au lien entre changement climatique et travail des enfants dans l'agriculture (Bernd Seiffert, Marco Dubbelt). Un participant a mentionné une étude portant sur l'Éthiopie qui montre que les tâches ménagères, notamment l'approvisionnement en eau, limitent l'aptitude des jeunes filles à fréquenter l'école et à y réussir. De ce fait, la raréfaction de l'eau due au changement climatique pourrait exercer un impact négatif sur la fréquentation scolaire des enfants (Bernd Seiffert). Il serait donc crucial que les programmes en rapport avec le changement climatique incluent des mesures budgétaires visant à lutter contre le travail des enfants dans l'agriculture ainsi que des évaluations attentives de la demande de main d'œuvre requise pour les interventions pertinentes (Bernd Seiffert).

Certains commentaires ont mentionné des exemples et des études de cas établissant un lien entre pratiques agricoles et dégradation de l'environnement susceptibles de déboucher sur le travail des enfants:

- **Agriculture sur brûlis.** Cette pratique diminue le rendement des cultures et augmente les besoins en main d'œuvre au fil du temps, ce qui, à son tour, conduit au travail des enfants. Par conséquent, pour restaurer la fertilité des sols et diminuer le travail des enfants, il faut mettre en place un large portefeuille d'interventions, notamment la promotion de pratiques agricoles durables, la mécanisation à faible coefficient de main d'œuvre et l'accès au crédit et à l'assurance (Adèle Irénée Grembombo).
- **Surexploitation des ressources halieutiques.** Lorsque les ressources halieutiques sont surexploitées, les pêcheurs capturent moins de poisson par sortie, ce qui diminue leurs revenus. Cette situation peut les conduire à employer des enfants pour économiser sur la main d'œuvre adulte (Bernd Seiffert). C'est le cas sur le lac Volta au Ghana, où il a été signalé que 20 000 enfants de moins de 18 ans participent à la pêche, pour la plupart des garçons de 10 à 14 ans recrutés contre une petite indemnité versée à leurs parents ou un logement pour ceux qui ont quitté leurs communautés afin d'aller à l'école. Les activités qu'effectuent ces enfants sont dangereuses et leur salaire est souvent insuffisant pour payer un logement et de la nourriture. En outre, ils sont souvent trop fatigués par leur travail et affamés pour prêter attention en classe (Martin van der Knaap).

D'autres participants ont indiqué que le travail des enfants et les tâches dangereuses de certaines activités agricoles comme la pêche doivent être traités dans le cadre d'une gestion adéquate des ressources naturelles, qui requiert la reconnaissance par les institutions de dimensions socioéconomiques, emploi et écologiques et les appuient. Dans le contexte de la pêche artisanale (par exemple), cela pourra nécessiter a) une gestion participative de la pêche; b) des initiatives sociales et éducatives axées sur la prise en compte des questions de genre et la promotion de l'autonomisation des femmes dans les métiers de la pêche; c) la mise à niveau et la démocratisation des chaînes de valeur axées sur l'agenda du travail décent (Sérgio Mattos). L'investissement dans la chaîne de valeur halieutique pourra inclure le renforcement des enchères, de la transformation et de la commercialisation du poisson (Martin van der Knaap), ainsi que l'amélioration aux niveaux institutionnels des mécanismes de suivi et de contrôle de la chaîne de valeur (Sérgio Mattos). L'amélioration de la sécurité et de la santé professionnelles des acteurs des chaînes de valeur constitue une composante clé de la mise à niveau de ces chaînes. En outre, il est essentiel d'augmenter la fourniture d'éducation dans les communautés rurales isolées. Enfin, la hausse du niveau d'éducation et de la formation des pêcheurs/producteurs et l'augmentation du renforcement des capacités en vue du développement des technologies et de l'innovation à tous les niveaux de la chaîne de valeur revêt une grande importance (Sérgio Mattos).

© FAO/Hoang Dinh Nam

L'exemple d'un pays a été donné:

- Au **Brésil**, une politique spécifique à la pêche vise la qualification professionnelle et la valorisation sociale et met l'accent sur les pêcheurs artisanaux: hommes, femmes, enfants et travailleurs en général. Les activités socioéducatives systématiques entreprises au bénéfice des fils et des filles des pêcheurs reconnaissent l'importance de renforcer la culture historique et limitent la participation quotidienne de ces enfants à la pêche.

Si les contributions en rapport avec la dégradation de l'environnement se sont centrées principalement sur la gestion de pêches durables, il est important de noter qu'au sein du secteur agricole, il existe de nombreuses bonnes pratiques environnementales à mettre en œuvre susceptibles de soutenir directement et indirectement les moyens d'existence, dont un appui en faveur du bien-être des enfants. L'intégration de l'agriculture intelligente face au climat, les systèmes agroécologiques, l'agroforesterie, la gestion intégrée des ravageurs, etc., en constituent des exemples.

3. Agriculture familiale

La troisième question de la discussion invitait les participants à évoquer les politiques et les stratégies agricoles liées à l'agriculture familiale susceptibles de réduire le travail des enfants dans l'agriculture. Certains participants ont indiqué que la prise en compte du travail des enfants dans les programmes de formation des agriculteurs pouvait diminuer le nombre d'enfants effectuant des tâches dangereuses (Marco Dubbelt, Thomas Wissing). D'autres ont fourni des informations sur le travail des enfants dans l'agriculture familiale dans différents pays et évoqué divers moyens de s'attaquer au problème:

- Au **Bénin**, les femmes rurales sont largement responsables de l'agriculture familiale. De ce fait, seuls 11 % des femmes de plus de 25 ans ont terminé le cycle secondaire. Grâce au soutien de Pesticide Action Network UK, ces femmes ont pu participer aux processus décisionnels familiaux et communautaires et se lancer dans des activités génératrices de revenu. De ce fait, leur statut s'est amélioré et elles occupent désormais des fonctions de leadership local. Le fait de gagner leur propre revenu a renforcé leur pouvoir décisionnel au sein des ménages ce qui, à son tour, a été favorable à la fréquentation scolaire des enfants (Sheila Willis).

- Au **Pérou**, les enfants travaillent dans des systèmes agricoles caractérisés par une forte hétérogénéité. Une étude de pays suggère l'existence d'une relation stricte entre des facteurs liés à la terre et le travail des enfants dans l'agriculture, à la fois en termes d'incidence et d'intensité. En outre, cette relation change en fonction des schémas de superficie des terres, qui sont probablement liés aux différents systèmes agricoles. Cette relation complexe entre terre et travail des enfants devrait être prise en compte lors de la conception des programmes et des politiques (Marco De Gaetano).
- En **République Unie de Tanzanie**, des producteurs agricoles et des coopératives de commercialisation ont été liés à des caisses d'épargne et des sociétés coopératives de crédit. Cette approche a aidé les agriculteurs à couvrir les coûts de main d'œuvre ce qui, à son tour, a fait baisser le travail des enfants (Peter Mtenda).
- En **Ouganda**, dans la plupart des communautés rurales, l'âge adulte n'est pas déterminé par le nombre d'années mais par le développement physique de l'enfant, qui, avec son sexe, définit les tâches qu'il peut mener. En fait, les parents font travailler leurs enfants dans l'agriculture et les tâches ménagères comme une première forme de formation professionnelle. Les populations rurales perçoivent donc souvent l'élimination du travail des enfants comme une tentative de les empêcher d'aider leurs parents et d'apprendre des compétences utiles. De ce fait, il est crucial que le travail des enfants soit traité par une sensibilisation adaptée faisant appel à une loupe culturelle (Paul Emuria).

Lutter contre le travail des enfants dans les exploitations familiales de cacao en Afrique de l'Ouest: Le développement communautaire

Le travail des enfants est un problème grave dans le secteur du cacao en Afrique de l'Ouest. On estime à 2 millions le nombre d'enfants qui effectuent des travaux dangereux dans les seules industries du cacao du Ghana et de la Côte d'Ivoire (Padmini Gopal), et la plupart des enfants travaillent dans le cadre d'exploitations familiales (Megan Passey). Une approche de plus en plus utilisée pour aborder cette question est le développement communautaire (CBD), qui vise à lutter contre le travail des enfants en tenant également compte des besoins socio-économiques des familles de ces enfants. Dans cette optique, l'Initiative internationale pour le cacao ainsi que les grandes coopératives de cacao ont obtenu des résultats positifs; par exemple, des campagnes de sensibilisation ont conduit à la création de "comités sur le travail des enfants" au sein des communautés rurales, dont le but est de lutter contre le travail des enfants dans le secteur du cacao. En outre, dans le cadre du CBD, des systèmes de suivi et de correction du travail des enfants (CLMRS) ont été mis en place afin d'identifier les enfants qui travaillent et de les aider, ainsi que leurs parents, dans les efforts qu'ils déploient pour les sortir du monde du travail (Padmini Gopal). Pour ce qui est du développement communautaire en général, les résultats ont été positifs, mais les difficultés rencontrées sont attribuées au manque de contrôle des communautés sur les ressources financières et à l'absence d'approches spécifiques au contexte (Padmini Gopal).

4. Innovation

La quatrième question de la discussion invitait les participants à fournir des informations sur le rapport entre les politiques et les programmes et les différentes formes d'innovation susceptibles de réduire le travail des enfants dans l'agriculture.

Numérisation

Certains participants ont discuté du potentiel de la numérisation dans la lutte contre le travail des enfants. Par exemple, on pourrait développer des portails en ligne sur le travail des enfants afin de suivre la mise en œuvre des politiques et des activités pertinentes par les organisations nationales ou régionales. Ces portails pourraient également constituer une interface de documentation des pratiques vérifiées en matière de travail des enfants, ainsi que de plaidoyer et d'activités de sensibilisation. Il est néanmoins crucial de gérer avec soin les modalités du suivi du travail des enfants afin d'éviter de diffamer les personnes concernées. En outre, la pérennité de ces plateformes devrait être envisagée dès le départ (Ken Lohento).

La numérisation peut aussi renforcer la traçabilité et la diligence nécessaire au sein des chaînes d'approvisionnement agricoles grâce à des registres technologiques répartis (technologie blockchain). Le cas du fabricant italien de pâtes et de sauce au basilic Barilla, qui s'est associé à IBM pour gérer la transparence et la traçabilité de son cycle de production du basilic, constitue une bonne pratique. Tous les détails, depuis la culture, le traitement et la récolte jusqu'au transport, au stockage, au contrôle et à la mise à disposition des consommateurs, sont suivis et mis à disposition sur un système blockchain accessible en scannant le code-barres des produits. Des processus similaires, pouvant même aller jusqu'à informer sur les conditions de travail, comme le travail des enfants, pourraient être développés afin de renforcer la transparence en matière de distribution de la valeur dans les différents maillons de la chaîne d'approvisionnement de manière à ce que les agriculteurs perçoivent des prix justes pour leurs produits.

Mécanisation

Divers participants ont insisté sur la nécessité de promouvoir la mécanisation pour réduire le travail des enfants (Stephen Olubusoye Ajagbe, Dhananjaya Poudyal, Adèle Irénée Grembombo, Taibou Sonko, Michela Espinosa). Précisément, certains ont souligné que les petits agriculteurs ne disposent généralement pas de l'énergie alimentaire requise par l'exécution des tâches agronomiques nécessaires pour générer un revenu suffisant répondant aux besoins des familles. De ce fait, les enfants sont souvent mis à contribution. Faciliter l'accès des petits exploitants à la mécanisation pourrait ainsi soutenir efficacement la lutte contre le travail des enfants (Dick Tinsley). Cependant, la mécanisation pose aussi des problèmes: il convient de tenir compte de ses conséquences pour les personnes qui dépendent du travail manuel, ce qui est le cas de nombreuses femmes, ainsi que des moyens financiers limités des agriculteurs (Marco Dubbelt). Les solutions tournant autour de la mécanisation devraient garder à l'esprit que la plupart des familles qui font travailler leurs enfants dans l'agriculture se caractérisent par un statut socioéconomique vulnérable à faible niveau d'éducation et qu'il conviendrait donc d'évaluer un accès adapté et pragmatique et de vérifier si la mécanisation soutiendra ou entravera la création d'emplois décents (Lal Manavado).

© FAO/Luis Tato

© FAO/Saul Palma

Les participants ont également fourni des informations et des suggestions concernant des actions dans certains pays:

- Au **Bénin**, un projet mis en œuvre par Pesticide Action Network UK a fourni des équipements de meunerie aux agriculteurs. Dans une étude menée auprès de 498 producteurs, 50 % des répondants ont indiqué que la proximité de l'équipement de meunerie constituait un facteur important pour la fréquentation de l'école par les filles. Sans moulin dans le village, les filles doivent transformer le maïs et le millet à la main, ce qui les empêche de se rendre à l'école (Sheila Willis).
- Au **Ghana**, la mécanisation pourrait s'attaquer efficacement au travail des enfants dans la riziculture. Le gouvernement pourrait subventionner des machines à planter le riz simples qui permettraient aux producteurs de planter le riz en rangées pour hausser les rendements, en plus de machines à désherber le riz manuelles simples. En outre, les banques d'État pourraient proposer des plans de paiement raisonnables pour que les sociétés d'agrotransformation achètent un équipement de blanchiment du riz de base. Enfin, les producteurs pourraient bénéficier de subventions ou de plans de paiement flexibles pour acheter des filets destinés à couvrir les rizières afin d'en éloigner les oiseaux (Abena Abedi).
- En **République Unie de Tanzanie**, la connexion des fournisseurs de tracteurs à des coopératives agricoles a donné accès aux agriculteurs à des tracteurs grâce à des prêts remboursés en plusieurs fois. En outre, le binage a été mécanisé. Ces deux nouveautés ont contribué à réduire le travail des enfants (Peter Mtenda).
- Au **Mali**, dans la région de Ségou, des coopératives agricoles ont formé les pasteurs à comprendre la dépendance du bétail sur le travail des enfants ainsi qu'à la manière de la diminuer grâce à une technologie à faible coefficient de main d'œuvre. Auparavant, les enfants marchaient devant les bœufs pour guider la charrue. Une discussion collective et le partage d'informations ont permis de trouver qu'il était possible de mettre en place de meilleures pratiques agricoles pour réduire le travail des enfants, y compris dresser les bœufs afin qu'ils n'aient plus besoin de guides (Bréhima Bouare).

5. Investissement public et privé

La cinquième question de la discussion invitait les participants à partager des informations sur les domaines et la manière dont l'investissement public et privé dans le secteur agricole a su prendre en compte le travail des enfants et le rôle des parties prenantes agricoles dans ce processus.

Certains participants se sont centrés sur le niveau mondial et ont discuté de la nouvelle génération de traités économiques (dont traités commerciaux) conclus entre les États Unis d'Amérique et l'Union européenne, qui prévoient des consultations, des litiges et même des sanctions pour assurer le respect des engagements sociaux et environnementaux (Commission européenne, Christian Häberli). En dépit de l'absence actuelle de conflits commerciaux en rapport avec la main d'œuvre agricole, les mesures et les procédures prévues dans ces traités semblent ouvrir une nouvelle voie à la réduction du travail des enfants et ont conduit la discussion sur le terrain du «dumping social» lié à l'agenda des échanges commerciaux internationaux. L'idée serait de garantir l'accès des produits et des services aux marchés en échange du respect des clauses de ces traités relatives à la main d'œuvre (Christian Häberli). À cet égard, le gouvernement néerlandais est en train de mettre en œuvre une loi sur la diligence raisonnable en matière de travail des enfants qui exige que les sociétés vendant des biens et des services aux utilisateurs finaux néerlandais déterminent l'existence de travail des enfants dans leurs chaînes d'approvisionnement.

De nombreux participants ont souligné le potentiel des mécanismes de certification, qui pourraient incorporer des évaluations du travail des enfants dans les principes et les critères de qualification des produits certifiés (Kien Nyuyen Van, Alain Rival), bien qu'il faille également prendre en compte les problèmes actuels soulevés par l'exécution d'évaluations et de suivis adaptés (Maria Moate). Dans la commune française de Mouans-Sartoux, la certification Fairtrade constitue l'un des critères de sélection des contrats publics et des commandes de repas fournissant les cantines scolaires (Lea Sturton).

En outre, dans certains pays des dispositifs de certification nationaux ont fait l'objet de pilotes avec la participation des autorités locales et provinciales. Dans ces cas, il est crucial de veiller à ce que ces mécanismes tiennent compte des questions liées au travail des enfants car ils peuvent contribuer à établir des liens avec les services sociaux et signaler les sous-secteurs et les régions à haut risque. Dans le même temps, cela aidera ceux qui visent à participer également à des investissements éthiques (Alain Rival).

Les participants ont échangé des exemples concrets de cas où les secteurs public et privé ont collaboré pour lutter contre le travail des enfants. Premièrement, le Réseau argentin de sociétés contre le travail des enfants est un espace de coordination public-privé où sont conçus des programmes, des plans et des projets relatifs au travail des enfants. Le secrétariat technique du réseau est placé sous la responsabilité du ministère du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. Les 108 entreprises membres du réseau s'engagent à ne pas embaucher d'enfants et à mener des audits et des actions communes en faveur de

© FAO/Daniel Hayduk

l'exercice effectif des droits des travailleurs (Sergio Díaz). Deuxièmement, l'OIT, le gouvernement allemand, la Banque allemande de développement et Deutsche Bank ont collaboré dans le contexte du projet Investissements durables dans l'agriculture africaine mis en œuvre au Burundi, au Ghana, au Kenya et en Zambie. Entre autres objectifs, le projet vise à lutter contre le travail des enfants dans ces pays (Thomas Wissing). Enfin, Lavazza a réuni des acteurs de la chaîne d'approvisionnement du café pour définir des objectifs communs et partager des valeurs et des attentes en rapport avec la lutte contre le travail des enfants (Patrizio Fanti).

Les partenariats public-privé deviendront probablement de plus en plus déterminants et à fort impact, notamment dans le sillage de la pandémie de COVID-19. Les investissements conjoints dans les systèmes sanitaires, l'éducation (y compris établissements scolaires et téléapprentissage), la protection sociale, les infrastructures physiques et numériques et les prêts assortis de conditions de remboursement favorables seront essentiels pour soutenir les moyens d'existence des communautés et des entrepreneurs ruraux, empêcher le travail des enfants dans l'agriculture et soutenir parallèlement les opportunités d'emplois décents pour les enfants en âge légal de travailler.

6. Chaînes d'approvisionnement nationales

La sixième question de la discussion invitait les participants à échanger des informations et des points de vue sur les politiques et les stratégies agricoles contribuant à lutter contre le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement agricoles nationales et locales. À l'heure actuelle, la majorité des ressources destinées à lutter contre le travail des enfants sont investies dans des chaînes d'approvisionnement mondiales, alors que le travail des enfants s'observe majoritairement dans l'agriculture familiale, notamment dans les chaînes d'approvisionnement nationales et régionales.

Les participants ont indiqué que la lutte contre le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement nationales et locales est souvent très difficile en raison de la faible application nationale des lois sur le travail des enfants (Venkat Reddy Regatte). Il a été mentionné qu'en Afrique, le fait que l'attention porte essentiellement sur un petit nombre de cultures à l'exportation (telles que cacao, café et thé) occulte la participation des enfants à l'agriculture familiale, pourtant beaucoup plus importante, liée à des cultures alimentaires et à l'élevage et dont les produits sont souvent destinés à la consommation personnelle et aux marchés locaux. Un participant (James Sumberg) a souligné que la recherche d'Action on Children's Harmful Work in African Agriculture (Institute of Development Studies) indique que certaines raisons expliquant la plus grande attention prêtée aux cultures à l'exportation pourraient être liées, entre autre, à la nature fortement coordonnée des chaînes de valeur mondiales, aux contraintes en rapport avec la transparence, au centralisme économique de ces cultures pour les économies des pays producteurs, au risque de réputation, à l'image de marque, à des discussions et des actions autour de la législation prônant la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme qui gagnent du terrain dans les pays du Nord, ainsi qu'aux préoccupations éthiques croissantes des consommateurs et à une forte visibilité médiatique.

Afin de s'attaquer au travail des enfants au niveau local, on pourrait, entre autre, accorder du crédit aux agriculteurs à condition qu'ils n'emploient pas d'enfants. Le respect de ce critère serait suivi par les banques, les agents de vulgarisation agricole et les fonctionnaires en charge du travail (Venkat Reddy Regatte).

Un participant a évoqué l'approche de la Marche mondiale contre le travail des enfants (Marche mondiale), qui s'efforce également de s'attaquer aux questions de chaînes d'approvisionnement nationales dans le contexte de projets axés principalement sur les chaînes d'approvisionnement internationales. Par exemple, lorsque la Marche mondiale met en œuvre des projets, elle collecte toujours des données ventilées par sexe pour mieux comprendre où les garçons et les filles travaillent. Ces données montrent que, dans la plupart des cas, le travail des filles est caché et pas toujours perçu comme du travail des enfants en dépit du fait qu'il impacte directement la fréquentation de l'école (Marco Dubbelt).

© FAO/Giampiero Diana

Lutter contre le travail des enfants dans les chaînes de valeur nationales: le cas du ramassage des crustacés à El Salvador

À El Salvador, l'OIT a mis en œuvre un projet visant à éradiquer le travail des enfants dans le ramassage des crustacés. En collaboration avec le ministère de l'éducation, des centres d'éducation informelle ont été mis en place pour offrir un enseignement accéléré et permettre aux enfants de réintégrer les écoles formelles. Des systèmes alternatifs générateurs de revenus ont été proposés aux parents pour remplacer l'argent que gagnaient leurs enfants. Des comités communautaires de protection et de suivi de l'enfance ont également été mis en place. Un élément clé du projet consistait à faire participer les intermédiaires et les restaurants, en les incitant à ne pas recourir au travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement. Le projet a conduit à une éradication presque complète du travail des enfants dans le ramassage des crustacés, et a réussi à faire mieux comprendre les dangers du travail des enfants et l'importance de l'éducation au niveau national (Benjamin Smith).

7. Politiques et stratégies intersectorielles

Politique intégrée et harmonisée

S'agissant des politiques agricoles et du rôle des parties prenantes dans l'élimination du travail des enfants, certains participants ont souligné qu'il est important à la fois de ne pas envisager les politiques et les programmes relatifs au travail des enfants isolément et d'intégrer des préoccupations et des stipulations dans des politiques et des instruments nationaux plus larges (constitution nationale, politique éducative, législation du travail, politique en matière de travail, lois relatives aux autorités locales et autres lois et politiques nationales, par exemple) afin d'en soutenir l'opérationnalisation (Fredrick Ahaisibwe). Les politiques et les programmes ne fonctionnent pas isolément mais dans un environnement où coexistent divers autres domaines de politiques. Un participant a souligné que la lutte contre le travail des enfants ne peut réussir que si toutes les autres politiques nationales sont effectivement coordonnées dans le but d'atténuer cette pratique (Lal Manavado), ce qui inclut une concertation, une coordination et une diffusion adaptées du niveau national jusqu'à celui des communautés (Ayebare Prudence). En outre, l'appui interministériel et interorganisation peut permettre d'élargir le champ des politiques et des interventions et d'en accroître l'impact (Faten Adata). Il a été suggéré que des politiques alimentaires et agricoles adaptées devraient intégrer à la fois la nutrition publique et l'élimination du travail des enfants dans les régions rurales. Cela nécessiterait l'élargissement de la fourniture de soins médicaux ainsi que des politiques et des initiatives en matière de travail décent (Lal Manavado).

Lutte contre le travail des enfants par le biais des organisations de travailleurs et de producteurs ruraux

Les participants ont été invités à discuter des domaines et des façons dont les parties prenantes agricoles ont complété le respect du droit du travail dans le but d'améliorer les conditions de travail des travailleurs agricoles et, ce faisant, contribué à réduire la vulnérabilité des ménages ayant recours au travail des enfants. Ils ont souligné le rôle important des syndicats de travailleurs agricoles ainsi que des organisations de travailleurs et de producteurs ruraux. Il a été mis en avant qu'il demeure important non seulement de sensibiliser, mais aussi d'institutionnaliser la question du travail des enfants dans les activités quotidiennes de ces organisations (Cisse Hamadou). Il a également été mentionné que bien que ces organisations parviennent à des accords sur l'amélioration des conditions de travail et des salaires, le mouvement syndical a été affaibli par les tendances actuelles au paiement à la tâche et à la main d'œuvre contractuelle qui constituent une autre forme d'exploitation des travailleurs agricoles (Venkat Reddy Regatte).

Comme le travail des enfants prive les adultes d'emplois et réduit le nombre de syndiqués, il est crucial d'intégrer les questions de travail des enfants dans l'agenda des organisations de travailleurs et de producteurs ruraux (Paschal Ajongba Kaba). En fait, des données probantes suggèrent que lorsque les enfants ne participent plus aux travaux agricoles, la rareté de la main d'œuvre qui en résulte améliore la position de négociation des travailleurs adultes et débouche sur une hausse des salaires et une amélioration des conditions de travail (Venkat Reddy Regatte). Il a également été noté que faciliter l'accès au financement dans le contexte des organisations d'agriculteurs telles que les associations rurales d'épargne et de crédit peut aider les exploitants à moins dépendre du travail des enfants. En outre, par le biais des organisations de producteurs, les agriculteurs peuvent négocier de meilleurs prix dans le cadre de négociations collectives afin de briser la dépendance économique sur le travail des enfants des familles vulnérables.

Ces organisations peuvent également servir de plateformes d'application des politiques visant à mettre fin au travail des enfants (Ayebare Prudence). Enfin, pour améliorer l'accès des enfants en âge légal de travailler à des emplois décents et assurer que leur point de vue soit entendu et que leurs demandes soient convenablement représentées, les syndicats et les organisations de travailleurs et de producteurs ruraux devraient envisager d'ouvrir l'adhésion à ce groupe d'âge.

Les participants ont évoqué les études de cas suivantes consacrées aux efforts menés par les syndicats de travailleurs et autres pour améliorer les conditions de travail et éliminer le travail des enfants:

- Au **Ghana**, le syndicat général des travailleurs agricoles (GAWU) s'efforce de créer et de faire fonctionner des zones sans travail des enfants dans la région du lac Volta grâce à la mise en œuvre du modèle Torkor, qui comporte trois composantes principales: 1) organisation des travailleurs informels; 2) mobilisation sociale grâce au renforcement des capacités et à la sensibilisation; 3) partage des connaissances (Paschal Ajongba Kaba). Ce modèle a constitué le socle d'une discussion internationale et d'un ensemble d'ateliers régionaux sur les politiques de l'International Partnership for Elimination of Child Labour in Agriculture tenus à Accra (Kiril Buketov).
- En **Inde**, de nombreuses personnes travaillent au noir ou bien sont des travailleurs occasionnels ou des migrants. Au Gujarat et au Maharashtra, des syndicats ont tenté de rendre les mécanismes de plaintes accessibles aux travailleurs agricoles et de faire entrer ceux-ci dans le périmètre du secteur organisé, mais sans succès significatif (Marco Dubbelt).
- En **Ouzbékistan**, une vaste campagne de pression publique lancée par les syndicats et élargie grâce à la participation de marques internationales et de sociétés textiles a conduit le gouvernement à ratifier la convention 182 de l'OIT en 2008. Plus de deux millions d'enfants ont ainsi fini par être libérés du travail forcé dans les champs de coton (Kirill Buketov).

Accès à l'éducation

Les participants ont été invités à discuter de cas où les parties prenantes de l'agriculture et de l'éducation se sont réunies pour établir des politiques ou des programmes sur le travail des enfants en agriculture assurant aux enfants des régions rurales l'accès à une éducation abordable et de qualité. Les participants ont fait référence à l'exemple concret de l'approche Child Labour Free Zone (Venkat Reddy Regatte) qui réunit, entre autre, des enseignants, des chefs d'entreprise, des propriétaires de plantations, des parents et des travailleurs de santé chargés de veiller à ce que leur zone ne recourt plus au travail des enfants.

L'approche demande beaucoup de travail: les registres scolaires sont vérifiés tous les jours et des visites à domicile et des réunions communautaires sont régulièrement organisées pour discuter des problèmes (Gine Zwart). Les participants ont également suggéré d'accentuer la concertation entre le ministère de l'Agriculture et celui de l'Éducation en incluant des partenariats avec les autorités locales (et potentiellement des organisations de la société civile locales) pour que les familles dont le chef est un enfant ou les groupes vulnérables des régions rurales bénéficient d'un soutien permettant de satisfaire les besoins élémentaires et de maintenir les enfants à l'école sans s'inquiéter de leur survie personnelle et de celle de leur fratrie (Fredrick Ahaisibwe).

Un accès à l'enseignement primaire et secondaire abordable (en termes de frais de scolarité, d'achat d'uniformes, de distance du domicile) et de qualité (enseignants qualifiés, programmes pertinents, absence de maltraitance) pour les filles et les garçons constitue une composante indispensable des approches intégrées de prévention et de réduction du travail des enfants dans l'agriculture. L'absentéisme scolaire des enfants travailleurs

© Pep Bonet/NOOR pour FAO

alimente le cycle de la pauvreté et conduit au chômage des jeunes et au manque de productivité du secteur agricole. Un secteur rural durable et modernisé requiert un accès équitable à l'école et une population de jeunes éduquée sachant lire, écrire, compter et possédant des compétences en informatique et générales. Ceci est encore plus important au moment où les fermetures d'écoles auront un impact négatif sur la fréquentation et la réussite scolaires des enfants bien au-delà de la pandémie de COVID-19. C'est pourquoi il est essentiel d'investir dans des outils de téléapprentissage et des infrastructures numériques, car 70 % des jeunes Africains ne sont pas encore connectés, et que pour de nombreux enfants, notamment les filles, le retrait de l'école sera probablement définitif.

Protection sociale

Les participants ont également été invités à discuter du rôle des mécanismes de protection sociale dans le soutien des ménages ruraux vulnérables et la lutte contre le travail des enfants dans l'agriculture. Par exemple, les faits montrent que l'accès à des pensions de retraite réduit le travail des enfants au Brésil et en Afrique du Sud, tandis que l'accès à la sécurité sociale a eu des effets positifs au Guatemala et au Pakistan (Omar Benammour). De nombreux participants se sont centrés sur l'impact des programmes de transfert d'espèces:

- En **Argentine**, l'allocation familiale universelle cible les enfants des familles vulnérables. Le système est conditionnel au sens où les parents doivent montrer qu'ils respectent les contrôles médicaux, la vaccination et la fréquentation de l'école pour percevoir l'allocation (Sergio Díaz).
- Au **Brésil**, le programme d'éradication du travail des enfants (initialement administré par le gouvernement fédéral) a versé mensuellement des espèces à des familles à faible revenu ayant des enfants de 7 à 14 ans sous condition que leurs enfants ne travaillent plus et aillent à l'école. En outre, les enfants ont participé à un programme hors temps scolaire qui proposait une aide à l'étude et d'autres activités socioéducatives. Le programme a également promu l'inclusion sociale et économique en organisant des activités socioéducatives pour les parents. En 2006, il a été intégré au programme Bolsa Família (Ana Lucia Kassouf).
- En **Éthiopie**, le programme social pilote de transfert d'espèces inconditionnel mené dans le Tigré a réduit le travail des enfants et promu l'inclusion économique dans l'agriculture (Omar Benammour).
- Au **Ghana**, une étude montre que les subventions du programme de transfert d'espèces géré par le ministère du Genre, des enfants et de la protection sociale baptisé Autonomisation des moyens d'existence contre la pauvreté, a diminué l'incidence du travail des enfants chez les bénéficiaires dans le district de Ningo-Prampram (Padmini Gopal).
- Au **Kenya**, le programme de transfert d'espèces inconditionnel «Kenya's Cash Transfer for Orphans and Vulnerable Children» a diminué de manière significative le travail des enfants et contribué à l'inclusion économique dans l'agriculture (Omar Benammour).

© FAO/Eduardo Soteras

- Au **Mexique**, les transferts d'espèces conditionnels ont réduit le travail des enfants dans l'agriculture en traitant les chocs agricoles ou climatiques sur les revenus, mais uniquement lorsqu'étaient atteintes des conditions de fréquentation de l'école telles que l'existence de locaux scolaires à une distance raisonnable. Ce choix souligne l'importance d'adopter une approche cohérente au sein du secteur de l'éducation pour éliminer le travail des enfants (Omar Benammour).

Services de vulgarisation agricole et de conseil

Les participants ont également discuté d'autres stratégies à adopter éventuellement telles que le déploiement de prestataires de services de vulgarisation agricole et de conseil. Ces derniers pourraient jouer un rôle important dans la lutte contre le travail des enfants (Swaib Karafule) du fait de leur réseau capillaire d'agents de terrain et de leurs relations directes avec les producteurs ruraux ainsi que de leur mandat de soutenir non seulement la production agricole, mais aussi les moyens d'existence ruraux. Cependant, pour que cela se produise ces prestataires devront reconnaître que le travail des enfants dans l'agriculture est un problème à la fois de main d'œuvre et d'agriculture. Aujourd'hui, ces services sont assurés par une foule de prestataires formels et informels étatiques et non étatiques. Ce pluralisme peut être un avantage dans la mesure où chaque type de prestataires présente des points forts différents (Zofia Krystyna Mroczek). Une participante a mentionné que le gouvernement malien, par exemple, a élaboré à l'intention des agents de vulgarisation des outils de sensibilisation des agriculteurs aux risques du travail des enfants (Maria Lee).

De ce fait, fournir un développement ciblé des capacités aux acteurs de la vulgarisation agricole risque de déboucher sur l'inclusion de composantes travail des enfants dans les services de vulgarisation et de conseils agricoles et les sensibiliserait davantage aux tâches dangereuses pour les enfants, à l'importance de l'éducation et au potentiel de diversification des sources de revenu comme moyens de réduction de la vulnérabilité des ménages ruraux.

Utilisation de pesticides dangereux

Les participants ont souligné que l'utilisation de pesticides dangereux constitue un autre problème justifiant une attention spécifique dans le contexte de la lutte contre le travail des enfants. Ainsi, le secrétariat de la Convention de Rotterdam et l'équipe Prévention du travail des enfants dans l'agriculture de la FAO ont organisé des activités communes pour réduire le travail des enfants et promouvoir des conditions de travail décentes dans l'agriculture en rapport avec l'utilisation de pesticides. Au niveau national, la Convention de Rotterdam a encouragé le partage d'informations sur les produits chimiques dangereux et des parties prenantes nationales ont bénéficié d'une assistance technique en matière de gestion des pesticides comprenant le but de réduire le travail des enfants et de les protéger (Nadia Correale). Une participante a indiqué qu'une étude de 2016 menée par Pesticide Action Network UK a révélé qu'en Belarus, en Moldova, au Kirghizstan et en Ukraine, des enfants manipulaient directement des pesticides. Au Kirghizstan et en Moldova respectivement, 26 et 39 % des enfants épandaient directement ces pesticides. Au Kirghizstan, la question a fait l'objet d'un débat au parlement et des efforts ont été faits pour sensibiliser l'opinion publique au danger que cela pose pour les enfants (Sheila Willis). Un autre point important évoqué a été la mise à jour régulière de la National Hazardous Work List et la participation de parties prenantes de l'agriculture dans le processus consultatif (Belinda Issakou Adamou Houssou).

Mobilisation et autonomisation des communautés

Les efforts de la FAO dans le district de Bandiagara au Mali se sont centrés sur la sensibilisation au travail des enfants et la participation des membres de la communauté à une recherche collective de solutions dans le contexte de l'existence de Dimitra Clubs. Dans un premier temps, les dirigeants des clubs, les chefs de villages et des animateurs de radios communautaires ont été formés afin d'être mieux armés pour lutter contre le travail des enfants dans leurs activités habituelles. Ensuite, avec les membres de la communauté, dont parents, enfants et jeunes, ils ont participé à des discussions sur ce sujet. Les jeunes de 15 à 17 ans ont appris à élaborer des arguments pertinents pour la concertation avec d'autres générations. Ensemble, ils ont créé des comités de suivi afin d'identifier les cas réels de travail des enfants et d'en discuter dans les clubs pour proposer des solutions, qui sont ensuite validées par l'assemblée du village. La radio communautaire a joué un rôle important dans le projet en organisant et en diffusant un débat sur les mesures à prendre pour lutter contre le travail des enfants. (Ali Abdoulaye).

© FAO/Nozim Kalandarov

Une approche globale et multisectorielle pour lutter contre le travail des enfants dans l'agriculture: Le programme Cocoa Life au Ghana

Dans le cadre du programme Cocoa Life, World Vision Ghana, Mondelez International, le gouvernement ghanéen et d'autres organisations partenaires se sont attaqués, de plusieurs manières, au travail des enfants dans la production de cacao, ainsi qu'à ses causes profondes. Plusieurs activités ont été organisées dans le but d'améliorer les revenus des producteurs de cacao et la sécurité alimentaire. Des formations sont proposées sur la culture et la préparation d'aliments locaux riches en micronutriments, les bonnes pratiques agricoles, l'amélioration de la gestion après récolte et les possibilités de revenus supplémentaires. Le programme a également encouragé la mécanisation ainsi que l'inclusion financière par le biais de l'épargne communautaire et gérée par la communauté. Par ailleurs, le modèle du projet «Citizen Voice and Action» a aidé les communautés à impliquer les responsables dans la fourniture de services sociaux et d'infrastructures adéquats, tels que les écoles.

Certaines initiatives menées dans le cadre du programme «Cocoa Life» ont directement concerné le travail des enfants. Par exemple, en collaboration avec le ministère de la protection sociale et la Commission nationale de l'éducation civique, World Vision a aidé les communautés à mettre en place des comités communautaires de protection de l'enfance chargés de surveiller les questions de protection de l'enfance et de créer des lignes d'orientation pour permettre le signalement et la médiation. Ces comités ont pour rôle spécifique de veiller à ce que les enfants fréquentent l'école au lieu de travailler dans les exploitations agricoles. Une autre initiative consiste à encourager les communautés à mettre en œuvre des programmes indépendants d'alimentation scolaire à partir de denrées alimentaires produites localement, qui servent ensuite aux repas scolaires préparés par des groupes de femmes. Finalement, les autorités scolaires collaborent actuellement avec l'unité de développement agricole du district pour soutenir la création de jardins scolaires. Certaines communautés ont été contraintes de renoncer à participer à l'initiative en raison du manque de soutien, mais les données montrent une amélioration des inscriptions pendant les phases de mise en œuvre et une réduction du nombre d'enfants participant aux activités agricoles. Le taux de scolarisation est passé de 60 à 75 % à Kotosaa, de 53 à 63 % à Nsonyameye et de 82 à 99 % à Danyame (Angeline Munzara).

Projets financés par l'Union européenne pour lutter contre le travail des enfants dans l'agriculture

L'Union européenne a financé divers projets visant à éradiquer et à prévenir le travail des enfants dans l'agriculture, notamment:

- **Le projet Ship to Shore Rights** vise à prévenir et à limiter les formes de travail inacceptables, notamment le travail des enfants, dans les secteurs de la pêche et des fruits de mer en Thaïlande. Le projet a été mis en œuvre par l'OIT, en collaboration avec le gouvernement thaïlandais, des organisations d'employeurs, des organisations de travailleurs, la société civile et des acheteurs. Ceci a permis d'obtenir des résultats impressionnants en matière de réforme du droit du travail et des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre, y compris celle des migrants.
- **Le projet CLEAR Cotton**, mis en œuvre par la FAO et l'OIT, vise à éliminer le travail des enfants dans les chaînes de valeur du coton, du textile et de l'habillement au Burkina Faso, au Mali, au Pakistan et au Pérou. Il s'agit essentiellement de renforcer les cadres politiques, juridiques et réglementaires pour lutter contre le travail des enfants et le travail forcé dans ces secteurs, et d'aider les gouvernements locaux, les prestataires de services publics, les producteurs de coton et leurs organisations, ainsi que les autres parties prenantes, à prendre des mesures efficaces. Depuis le lancement du projet en 2018, 1 000 enfants et adolescents ont été réintégrés à l'éducation et à la formation au Burkina Faso et au Mali.
- **Le projet TACKLE** a été mis en œuvre par l'OIT dans 12 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Le projet a permis de retirer les enfants qui travaillent et d'empêcher que d'autres enfants n'entrent sur le marché du travail en leur offrant des possibilités alternatives d'éducation et de formation. Les domaines d'intervention principaux du projet consistaient à fournir des orientations pour la formulation et la mise en œuvre effective de cadres juridiques et politiques sur le travail des enfants et l'éducation, et à renforcer les capacités institutionnelles des ministères et autres organismes concernés pour qu'ils puissent entreprendre des actions concrètes dans la lutte contre le travail des enfants.
- **Le projet Trade for Decent Work**, mis en œuvre par l'OIT, a pour but d'améliorer l'application des huit conventions fondamentales de l'OIT, y compris les deux conventions sur le travail des enfants, dans les pays partenaires commerciaux de l'Union européenne. Le but est de faire connaître ces conventions et de renforcer les capacités afin d' en améliorer la mise en œuvre effective (Commission européenne).

RESSOURCES ENVOYÉES PAR LES PARTICIPANTS

Abebaw, D., Tadesse, F. & Mogues, T. 2011. *Access to improved water source and satisfaction with services: evidence from rural Ethiopia.* ESSP II Working Paper 32. Addis Ababa, IFPRI. (Également disponible à l'adresse www.ircwash.org/sites/default/files/Abebaw-2011-Access.pdf).

Aboa, A. & Ross, A. 2020. Child labour still prevalent in West Africa cocoa sector despite industry efforts – report. *Reuters* [en ligne], 9 April 2020. [Cité le 16 juin 2020]. www.reuters.com/article/cocoa-childlabour-ivory-coast-ghana/child-labour-still-prevalent-in-west-africa-cocoa-sector-despite-industry-efforts-report-idUSL5N2BX3KS

ACHA (Action on Children's Harmful Work in African Agriculture). 2020a. *ACHA* [en ligne]. [Cité le 15 juin 2020]. https://acha.global

ACHA. 2020b. Childhood experiences of work: Reflection 1 (Ghana). In: *ACHA* [en ligne]. [Cité le 15 juin 2020]. https://acha.global/research_papers/childhood-experiences-of-work-reflection-1-ghana

Aculey, D. 2019. *Assessing the effectiveness of livelihood empowerment against poverty to the reduction of child labour in the Ningo-Prampram district.* Accra, University of Ghana. (Également disponible à l'adresse http://ugspace.ug.edu.gh/bitstream/handle/123456789/32596/Assessing%20the%20Effectiveness%20of%20Livelihood%20Empowerment%20against%20Poverty%20to%20the%20Reduction%20of%20Child%20Labour%20in%20the%20Ningo-Prampram%20District.pdf?sequence=1).

Aid & International Development Forum. n.d. *Operational feasibility of smallholder innovations: an administrative void in development* [en ligne]. Fort Collins, USA. [Cité le 15 juin 2020]. https://webdoc.agsci.colostate.edu/smallholderagriculture/OperationalFeasibility.pdf

Angemi, D. 2011. *Child labour: insights from an agricultural household model.* Working Paper No. 315 [en ligne]. Turin, Italy, Centro Studi Luca d›Agliano Development Studies. [Cité le 15 juin 2020]. http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.682.1678&rep=rep1&type=pdf

ANSES. 2020a. Asignación Universal por Hijo. In: *ANSES* [en ligne]. Buenos Aires. [Cité le 15 juin 2020]. www.anses.gob.ar/asignacion-universal-por-hijo

ANSES. 2020b. Ingreso Familiar de Emergencia. In: *ANSES* [en ligne]. Buenos Aires. [Cité le 16 juin 2020]. www.anses.gob.ar/ingreso-familiar-de-emergencia

ANSES. 2020c. Tarjeta Alimentar. In: *ANSES* [en ligne]. Buenos Aires. [Cité le 16 juin 2020]. www.anses.gob.ar/tramite/tarjeta-alimentar

Argentina Unida. 2020a. Comisión Nacional para la Erradicación del Trabajo Infantil (CONAETI). In: *Argentina Unida* [en ligne]. Buenos Aires. [Cité le 16 juin 2020]. www.argentina.gob.ar/trabajo/infantil/conaeti

Argentina Unida. 2020b. Red de Empresas contra el Trabajo Infantil. In: *Argentina Unida* [en ligne]. Buenos Aires. [Cité le 16 juin 2020]. www.argentina.gob.ar/trabajo/infantil/redempresas

Au Togo. 2019. Togo: Les cantines scolaires renforcent la scolarisation des enfants. In: *Au Togo* [en ligne]. [Cité le 16 juin 2020]. https://autogo.tg/togo-les-cantines-scolaires-renforcent-la-scolarisation-des-enfants

Babo, A. 2019. Eliminating child labour in rural areas: limits of community-based approaches in south-western Côte d'Ivoire. In J. Ballet & A. Bhukuth, eds. *Child exploitation in the global South*, pp. 65–90. Cham, Switzerland, Palgrave Macmillan.

CCR CSR (Centre for Child-Rights and Corporate Social Responsibility). 2019a. Child labour. In: *CCR CSR* [en ligne]. [Cité le 15 juin 2020]. www.ccrcsr.com/content/child-labour

CCR CSR. 2019b. Inclusion of Young Workers in IKEA's Supply Chain Phase II. In: *CCR CSR* [en ligne]. Cité le 15 juin 2020. www.ccrcsr.com/content/inclusion-young-workers-ikea%E2%80%99s-supply-chain-phase-ii

CCR CSR. 2019c. Juvenile and student worker management. In: *CCR CSR* [en ligne]. [Cité le 15 juin 2020]. www.ccrcsr.com/content/juvenile-and-student-worker-management

CCR CSR. 2019d. Migrant parent workers. In: *CCR CSR* [en ligne]. [Cité le 15 juin 2020]. www.ccrcsr.com/content/migrant-parent-workers

Coffee Kids. 2019. *Coffee Kids* [en ligne]. Hamburg, Germany. [Cité le 16 juin 2020]. www.coffeekids.org

CSU (Colorado State University). n.d. *Dietary energy balance: calories available vs. calories exerted (a 50% deficit)* [en ligne]. Fort Collins, USA. [Cité le 15 juin 2020]. https://webdoc.agsci.colostate.edu/smallholderagriculture/DietPoster.pdf

CSU. 2008. Calorie energy balance: risk averse or hunger & exhaustion. In: *CSU* [en ligne]. Fort Collins, USA. [Cité le 15 juin 2020]. https://smallholderagriculture.agsci.colostate.edu/calorie-energy-balance-risk-averse-or-hunger-exhasution

CSU. 2010a. Financially stalled governments. In: *CSU* [en ligne]. Fort Collins, USA. [Cité le 15 juin 2020]. https://smallholderagriculture.agsci.colostate.edu/financially-stalled-governments

CSU. 2010b. Most effective project: enhancing access to contract mechanization via reconditioned used tractors. In: *CSU* [en ligne]. Fort Collins, USA. [Cité le 16 juin 2020]. https://smallholderagriculture.agsci.colostate.edu/most-effective-project-enhancing-access-to-contract-mechanization-via-reconditioned-used-tractors/%C2%A0

CSU. 2018. Financially suppressed economy. In: *CSU* [en ligne]. Fort Collins, USA. [Cité le 16 juin 2020]. https://smallholderagriculture.agsci.colostate.edu/financially-suppressed-economy-2

De Carvalho Filho, I.E. 2012. Household income as a determinant of child labor and school enrollment in Brazil: evidence from a social security reform. *Economic Development and Cultural Change*, 60(2): 399–435.

De Gaetano, M., Caracciolo, F., Cembalo, L. & Carillo, M.R. 2016. Effects of land related factors on child labour in agriculture: evidences from Peru. *Italian Review of Agricultural Economics*, 71(1): 144–154.

De Janvry, A., Finan, F., Sadoulet, E. & Vakis, R. 2006. Can conditional cash transfer programs serve as safety nets in keeping children at school and from working when exposed to shocks? *Journal of Development Economics*, 79(2): 349–73.

Edmonds, D. 2006. Child labor and schooling responses to anticipated income in South Africa. *Journal of Development Economics*, 81(2): 386–414.

European Commission. 2017. *EU Guidelines for the Promotion and Protection of the Rights of the Child (2017). Leave no child behind* [en ligne]. [Cité le 16 juin 2020]. https://ec.europa.eu/anti-trafficking/sites/antitrafficking/files/eu_guidelines_rights_of_child_0.pdf

European Commission. 2018a. *Promoting employment and decent work in development cooperation. Volume 1: Concepts and foundations.* Tools and Methods Series Concept Paper No. 6, January 2018. Luxembourg. (Également disponible à l'adresse https://europa.eu/capacity4dev/file/78995/download?token=ZfIKoing).

European Commission. 2018b. *Value chain analysis for development. Methodological brief: frames and tools* [en ligne]. [Cité le 15 juin 2020]. http://assets.fsnforum.fao.org.s3-eu-west-1.amazonaws.com/public/discussions/contributions/Methodological%20Brief%20-%20ENG%20v.1.2_0.pdf

European Commission. 2020a. Employment and decent work. In: *European Commission* [en ligne]. [Cité le 15 juin 2020]. https://ec.europa.eu/international-partnerships/topics/employment-and-decent-work_en

European Commission. 2020b. *Study on due diligence requirements through the supply chain. Part I: synthesis report.* Brussels. (Également disponible à l'adresse https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/291b84d3-4c82-11ea-b8b7-01aa75ed71a1/language-en/format-PDF/source-search).

European Commission. 2020c. Sustainable development. In: *European Commission* [en ligne]. Brussels. [Cité le 15 juin 2020]. https://ec.europa.eu/trade/policy/policy-making/sustainable-development

European Union. 2018. Value Chain Analysis for Development (VCA4D). In: *European Union* [en ligne]. Brussels. [Cité le 16 juin 2020]. https://europa.eu/capacity4dev/value-chain-analysis-for-development-vca4d-/wiki/1-vca4d-methodology

FAO. 2010. *Child labour prevention in agriculture. Junior Farmer Field and Life School – Facilitators guide*. Rome. 72 pp. (Également disponible à l'adresse www.fao.org/3/a-i1897e.pdf).

FAO. 2013. *Children's work in the livestock sector* [en ligne]. Rome. www.fao.org/3/a-i2971e.pdf

FAO. 2015. *Handbook for monitoring and evaluation of child labour in agriculture. Measuring the impacts of agricultural and food security programmes on child labour in family-based agriculture*. Rural Employment Guidance Material #2. Rome. 199 pp. (Également disponible à l'adresse www.fao.org/3/i4630e/I4630E.pdf).

FAO. 2016a. *Business strategies and public-private partnerships to end child labour in agriculture* [e-learning course]. Rome. [Cité le 16 juin 2020]. https://elearning.fao.org/course/view.php?id=300

FAO. 2016b. *Pesticide management and child labour prevention* [e-learning course]. Rome. [Cité le 16 juin 2020]. https://elearning.fao.org/course/view.php?id=299

FAO. 2017a. *Child labour in agriculture*. Rome. 2 pp. (Également disponible à l'adresse www.fao.org/3/a-i8176e.pdf).

FAO. 2017b. *Ending child labour – The decisive role of agricultural stakeholders*. Rome. 20 pp. (Également disponible à l'adresse www.fao.org/3/a-i8177e.pdf).

FAO. 2017c. *Expert meeting addressing the challenges faced by rural youth aged 15 to 17 in preparing for and accessing decent work. Documented results*. Rome. 46 pp. (Également disponible à l'adresse www.fao.org/3/a-i6975e.pdf).

FAO. 2017d. *Child labour in agriculture in protracted crises, fragile and humanitarian contexts*. FAO Guidance Note. Rome. 34 pp. (Également disponible à l'adresse www.fao.org/3/I7403EN/i7403en.pdf).

FAO. 2018a. *Eliminating child labour in fisheries and aquaculture – Promoting decent work and sustainable fish value chains*. Rome. 12 pp. (Également disponible à l'adresse www.fao.org/3/CA0177EN/ca0177en.pdf).

FAO. 2018b. Jóvenes rurales, la nueva generación cafetalera. In: *FAO* [en ligne]. Sacatepéquez, Guatemala. [Cité le 16 juin 2020]. www.fao.org/guatemala/noticias/detail-events/es/c/1127151

FAO. 2018c. *Migration and youth in rural areas* [e-learning course]. Rome. [Cité le 16 juin 2020]. https://elearning.fao.org/course/view.php?id=376

FAO. 2018d. *Promoting youth employment and reducing child labour in agriculture* [e-learning course]. Rome. [Cité le 16 juin 2020]. https://elearning.fao.org/course/view.php?id=389

FAO. 2019a. *Addressing child labour in agricultural programmes* [e-learning course]. Rome. [Cité le 16 juin 2020]. https://elearning.fao.org/course/view.php?id=511

FAO. 2019b. *Communicating effectively to end child labour in agriculture* [e-learning course]. Rome. [Cité le 16 juin 2020]. https://elearning.fao.org/course/view.php?id=513

FAO. 2019c. *Engaging stakeholders to end child labour in agriculture* [e-learning course]. Rome. [Cité le 16 juin 2020]. https://elearning.fao.org/course/view.php?id=508

FAO. 2019d. *Incorporating child labour in policies and strategies* [e-learning course]. Rome. [Cité le 16 juin 2020]. https://elearning.fao.org/course/view.php?id=510

FAO. 2019e. *Introduction to child labour in agriculture* [e-learning course]. Rome. [Cité le 16 juin 2020]. https://elearning.fao.org/course/view.php?id=507

FAO. 2019f. *Monitoring and evaluation of child labour in agriculture* [e-learning course]. Rome. [Cité le 16 juin 2020]. https://elearning.fao.org/course/view.php?id=512

FAO. 2019g. *Using data and knowledge to end child labour in agriculture* [e-learning course]. Rome. [Cité le 16 juin 2020]. https://elearning.fao.org/course/view.php?id=509

FAO & ILO. 2013. *Guidance on addressing child labour in fisheries and aquaculture.* Rome, FAO and Geneva, Switzerland, ILO. 107 pp. (Également disponible à l'adresse www.fao.org/3/a-i3318e.pdf).

FAO & ILO. 2015. *Protect children from pesticides! Visual facilitator's guide.* Rome, FAO and Geneva, Switzerland, ILO. 74 pp. (Également disponible à l'adresse www.fao.org/3/a-i3527e.pdf).

FAO & UNIDO. 2008. *Agricultural mechanization in Africa…Time for action.* Planning investment for enhanced agricultural productivity. Report of an Expert Group Meeting, January 2008, Vienna, Austria. Rome, FAO. 36 pp. (Également disponible à l'adresse www.fao.org/3/a-k2584e.pdf).

Fischersworring, V. 2019. *Nueva Generación Cafetalera – El café de especialidad: Una ventana de oportunidad para la población joven en el área rural.* Rome, FAO. 26 pp. (Également disponible à l'adresse www.fao.org/3/ca4278es/ca4278es.pdf).

Frölich, M., Landmann, A., Midkiff, H. & Breda, V. 2014. *Microinsurance and child labour: an impact evaluation of NRSP's (Pakistan) microinsurance innovation.* Geneva, Switzerland, ILO. 41 pp. (Également disponible à l'adresse www.oit.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/publication/wcms_344840.pdf).

Graham, J.P., Hirai, M. & Kim, S.S. 2016. An analysis of water collection labor among women and children in 24 sub-Saharan African countries. *PLOS ONE*, 11(6): e0155981 [en ligne]. [Cité le 16 juin 2020]. https://journals.plos.org/plosone/article%3Fid%3D10.1371/journal.pone.0155981

Guarcello, L., Mealli, F. & Rosati, F. 2010. Household vulnerability and child labor: the effect of shocks, credit rationing, and insurance. *Journal of Population Economics*, 23(1): 169–98.

Häberli, C. 2016. An international regulatory framework for national employment policies. *Journal of World Trade*, 50(2): 167–191.

Hard, D.L. & Myers, J.R. 2006. Fatal work-related injuries in the agriculture production sector among youth in the United States, 1992–2002. *Journal of Agromedicine*, 11(2): 57–65.

International Cocoa Initiative. 2017. *Effectiveness Review of Child Labour Monitoring Systems in the Smallholder Agricultural Sector of Sub-Saharan Africa.* Châtelaine, Switzerland. (Également disponible à l'adresse https://cocoainitiative.org/wp-content/uploads/2017/05/ICI-CLMS-Effectiveness_15_May.pdf).

International Cocoa Initiative. 2018. How rice cultivation has help reduce child labour in Ghana. In: *International Cocoa Initiative* [en ligne]. [Cité le 16 juin 2020]. https://cocoainitiative.org/news-media-post/how-rice-cultivation-has-become-a-tool-in-child-labour-elimination-for-some-communities-in-ghana

International Cocoa Initiative. 2020. *The effect of cash transfers on child labour: A review of evidence from rural contexts.* Châtelaine, Switzerland. (Également disponible à l'adresse https://cocoainitiative.org/wp-content/uploads/2020/04/ICI_Impact-of-cash-transfers-on-child-labour_31032020.pdf).

ILO. 1921. Convention concerning the Rights of Association and Combination of Agricultural Workers. www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C011

ILO. 1948. Convention concerning Freedom of Association and Protection of the Right to Organise. www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_INSTRUMENT_ID:312232

ILO. 1949. Convention concerning the Application of the Principles of the Right to Organise and to Bargain Collectively. www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C098

ILO. 1999. Convention concerning the Prohibition and Immediate Action for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour. www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C182

ILO. 2003. Note on the proceedings. Tripartite Meeting on the Future of Employment in the Tobacco Sector, Geneva, 24–28 February 2003. International Labour Organization Sectoral Activities Programme. (Également disponible à l'adresse www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---sector/documents/meetingdocument/wcms_160860.pdf).

ILO. 2009. *Training resource pack for agricultural cooperatives on the elimination of hazardous child labour. Book 2: training course activities for cooperatives.* Geneva, Switzerland. 32 pp. (Également disponible à l'adresse www.ilo.org/ipecinfo/product/download.do?type=document&id=17295).

ILO. 2013a. *Analytical study on child labour in Volta Lake fishing in Ghana.* Geneva, Switzerland. 178 pp. (Également disponible à l'adresse www.ilo.org/ipecinfo/product/download.do?type=document&id=25876).

ILO. 2013b. *Good practices in tackling child labour through education.* Geneva, Switzerland. 48 pp.
(Également disponible à l'adresse www.ilo.org/ipecinfo/product/download.do?type=document&id=22956).

ILO. 2016. *Child labour in the fish supply chain on Lake Volta, Ghana: the Torkor model* [en ligne]. [Cité le 15 juin 2020]. www.ilo.org/ipecinfo/product/download.do?type=document&id=28375

ILO. 2017. *Global estimates of child labour: Results and trends, 2012–2016.* Geneva, Switzerland. 68 pp. (Également disponible à l'adresse www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_575499.pdf).

ILO. 2018. *Towards the urgent elimination of hazardous child labour.* Geneva, Switzerland. 84 pp.
(Également disponible à l'adresse www.ilo.org/ipecinfo/product/download.do?type=document&id=30315).

ILO. 2019. Note on the proceedings. Technical Meeting to Promote an Exchange of Views on the Further Development and Implementation of the Integrated Strategy to Address Decent Work Deficits in the Tobacco Sector (Kampala, Uganda, 3–5 July 2019). Geneva, Switzerland. (Également disponible à l'adresse www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---sector/documents/meetingdocument/wcms_717011.pdf).

ILO. 2020a. Child labour in agriculture. In: *ILO* [en ligne]. Geneva, Switzerland. [Cité le 15 juin 2020]. www.ilo.org/ipec/areas/Agriculture/lang--en/index.htm

ILO. 2020b. Child labour in Bangladesh. In: *ILO* [en ligne]. Geneva, Switzerland. [Cité le 16 juin 2020]. www.ilo.org/dhaka/Areasofwork/child-labour/lang--en/index.htm

ILO. 2020c. Cooperatives. In: *ILO* [en ligne]. Geneva, Switzerland. [Cité le 15 juin 2020]. www.ilo.org/global/topics/cooperatives/lang--en/index.htm

ILO. 2020d. Eliminating child labour and forced labour in the cotton, textile and garment value chains: an integrated approach. In: *ILO* [en ligne]. Geneva, Switzerland. [Cité le 15 juin 2020]. www.ilo.org/ipec/projects/global/WCMS_649126/lang--en/index.htm

ILO. 2020e. Green jobs – Areas of work. In: *ILO* [en ligne]. Geneva, Switzerland. [Cité le 15 juin 2020]. www.ilo.org/global/topics/green-jobs/areas-of-work/lang--en/index.htm

ILO. 2020f. Green works and climate change adaptation. In: *ILO* [en ligne]. Geneva, Switzerland. [Cité le 15 juin 2020]. https://www.ilo.org/global/topics/employment-intensive-investment/themes/green-works/lang--en/index.htm

ILO. 2020g. ILO Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work. In: *ILO* [en ligne]. Geneva, Switzerland. [Cité le 15 juin 2020]. www.ilo.org/declaration/lang--en/index.htm

ILO. 2020h. *Endline research findings on fishers and seafood workers in Thailand.* Bangkok. (Également disponible à l'adresse https://shiptoshorerights.org/wp-content/uploads/Endline-Research-Findings-on-Fishers-and-Seafood-Workers-in-Thailand_EN.pdf).

ILO. 2020i. Social finance. In: *ILO* [en ligne]. Geneva, Switzerland. [Cité le 15 juin 2020]. www.ilo.org/global/topics/employment-promotion/social-finance/lang--en/index.htm

ILO. 2020j. Sustainable investments in African agriculture. In: *ILO* [en ligne]. Geneva, Switzerland. [Cité le 15 juin 2020]. www.ilo.org/empent/Projects/WCMS_205761/lang--en/index.htm

ILO. 2020k. Tackling child labour through education in African, Caribbean and the Pacific (ACP) States (TACKLE). In: *ILO* [en ligne]. Geneva, Switzerland. [Cité le 15 juin 2020]. www.ilo.org/ipec/projects/global/tackle/lang--en/index.htm

ILO. 2020l. Trade for Decent Work Project. In: ILO [en ligne]. Geneva, Switzerland. [Cité le 15 juin 2020]. www.ilo.org/global/standards/WCMS_697996/lang--en/index.htm

ILO & Centre for Economic and International Studies. 2017. *Not just cocoa: child labour in the agricultural sector in Ghana* [en ligne]. Rome. [Cité le 15 juin 2020]. https://cocoainitiative.org/wp-content/uploads/2018/01/Policy_appraisal_Ghana_15122017-FINAL-VERSION.pdf

ILO, OECD, IOM & UNICEF. 2019. *Ending child labour, forced labour and human trafficking in global supply chains.* Geneva, Switzerland. (Également disponible à l'adresse http://mneguidelines.oecd.org/Ending-child-labour-forced-labour-and-human-trafficking-in-global-supply-chains.pdf).

Impact Insurance Facility. 2020. Lessons from insurance practice. In: *Impact Insurance Facility* [en ligne]. Geneva, Switzerland. [Cité le 15 juin 2020]. www.impactinsurance.org/lessons-insurance-practice

Instituto Nacional de Estadística y Censos. 2018. *Encuesta de Actividades de Niños, Niñas y Adolescentes 2016–2017* [en ligne]. Buenos Aires. [Cité le 16 juin 2020]. www.trabajo.gob.ar/downloads/estadisticas/eanna/eanna_2da-edicion_201909.pdf

International Partnership for Cooperation on Child Labour in Agriculture. 2017. Statement of the African Regional Workshop of rural workers' trade unions and small producers' organizations to exchange experiences of "Organizing against child labour", Accra and Kpando-Torkor, 26–30 September 2017. www.ilo.org/ipecinfo/product/download.do?type=document&id=29755

International Partnership for Cooperation on Child Labour in Agriculture. 2020. *International Partnership for Cooperation on Child Labour in Agriculture* [en ligne]. Rome. [Cité le 15 juin 2020]. https://childlabourinagriculture.org

Kassouf, A.L. & Santos, M.J.D. 2010. Trabalho infantil no meio rural brasileiro: evidências sobre o" paradoxo da riqueza". *Economia Aplicada*, 14(3): 339–353.

Ministerio de Trabajo, Empleo y Seguridad Social de Argentina. 2017. Plan Nacional para la prevención y erradicación del trabajo infantil y protección del trabajo adolescente 2018–2022. www.trabajo.gob.ar/downloads/trabajoinfantilno/trabajoInf_PlanNacional.pdf

Nestlé. 2017. *Tackling child labour – 2017 Report* [en ligne]. [Cité le 15 juin 2020]. www.nestle.com/sites/default/files/asset-library/documents/creating-shared-value/responsible-sourcing/nestle-cocoa-plan-child-labour-2017-report.pdf

Nestlé. 2019. *Tackling child labour - 2019 Report* [en ligne]. [Cité le 16 juin 2020]. www.nestle.com/sites/default/files/2019-12/nestle-tackling-child-labor-report-2019-en.pdf

OECD. 2017. *Unlocking the Potential of Youth Entrepreneurship in Developing Countries: From Subsistence to Performance* [en ligne]. Development Centre Studies. Paris. [Cité le 15 juin 2020]. https://doi.org/10.1787/9789264277830-en

OECD. 2020. Youth Inclusion Project. In: OECD [en ligne]. [Cité le 15 juin 2020]. www.oecd.org/dev/inclusivesocietiesanddevelopment/youth-inclusion-project.htm

Rainforest Alliance. 2020. Our new certification program – what to expect. In: *Rainforest Alliance* [en ligne]. [Cité le 16 juin 2020]. www.rainforest-alliance.org/business/innovating-certification/our-new-certification-program-what-to-expect

Sabates-Wheeler, R. & Sumberg, J. 2020. *Understanding children's harmful work in African agriculture: points of departure.* ACHA Working Paper 1. Brighton, UK, Institute of Development Studies. (Également disponible à l'adresse https://acha.global/research_papers/understanding-childrens-harmful-work-in-african-agriculture-points-of-departure).

Save the Children. 2019. *In the interest of the child? Child rights and homeworkers in textile and handicraft supply chains in Asia.* Hong Kong SAR, China (Également disponible à l'adresse www.ccrcsr.com/sites/default/files/CCR%20CSR_STC%20Study%20on%20Child%20Rights%20and%20Homeworkers_2019.pdf).

Schmitz, A. & Moss, C.B. 2015. Mechanized agriculture: machine adoption, farm size, and labor displacement. *AgBioForum*, 18(3): 278–96.

Ship to Shore Rights. 2020. *ILO Ship to Shore Rights* [en ligne]. [Cité le 15 juin 2020]. https://shiptoshorerights.org

SOCIEUX+. 2020. S*OCIEUX+* [en ligne]. [Cité le 16 juin 2020]. http://socieux.eu

Stop Child Labour. 2020. Child labour free zones. In: *Stop Child Labour* [en ligne]. [Cité le 15 juin 2020]. https://stopchildlabour.org/child-labour-free-zones

Tulane University. 2015. *Survey research on child labour in West African cocoa growing areas 2013/14. Final report.* (Également disponible à l'adresse www.dol.gov/sites/dolgov/files/ILAB/research_file_attachment/Tulane%20University%20-%20Survey%20Research%20Cocoa%20Sector%20-%2030%20July%202015.pdf).

Van de Glind, H. 2010. *Migration and child labour – Exploring child migrant vulnerabilities and those of children left-behind.* Geneva, ILO. 27 pp. (Également disponible à l'adresse http://www.ilo.org/ipecinfo/product/download.do?type=document&id=14313).

Voice of America. 2019. Farmers in Ghana using drones for pest, disease surveillance. *Voices of America* [en ligne], 9 September 2019. [Cité le 15 juin 2020]. www.voanews.com/episode/farmers-ghana-using-drones-pest-disease-surveillance-4024831

Work: No Child's Business. 2020. *Work: No Child's Business* [en ligne]. The Hague, the Netherlands. [Cité le 15 juin 2020]. https://wncb.org

COMPLÉMENT DE LECTURE ET D'INFORMATION

Ci-dessous figure une sélection de ressources proposées par les Publications de la FAO pour les participants au Forum qui souhaiteraient en savoir plus sur les politiques et stratégies agricoles qui contribuent à éradiquer le travail des enfants dans l'agriculture.

PUBLICATIONS

- FAO Framework on Ending Child Labour in Agriculture
  Ce cadre a pour but de guider l'Organisation et les collègues dans la prise en compte des mesures de lutte contre le travail des enfants dans les travaux, programmes et initiatives classiques de la FAO aux niveaux mondial, régional et national.
- Information note on Social Protection and Child Labour
  Cette note examine la manière dont la protection sociale peut contribuer à l'éradication du travail des enfants dans l'agriculture, et comment renforcer les synergies entre les deux domaines de travail.
- Handbook for monitoring and evaluation of child labour in agriculture. Measuring the impacts of agricultural and food security programmes on child labour in family-based agriculture
  Ce manuel propose des outils permettant d'évaluer l'impact des programmes agricoles et de sécurité alimentaire sur le travail des enfants dans l'agriculture familiale, et souligne l'importance d'intégrer la prévention du travail des enfants comme question transversale dans leur système de planification, de suivi et d'évaluation.
- Protect children from pesticides – Visual facilitator's guide
  Cette convention FAO-OIT-Rotterdam, largement utilisée, aide les agents de vulgarisation agricole, les éducateurs ruraux, les inspecteurs du travail, les organisations de producteurs et autres à montrer aux agriculteurs et à leurs familles comment identifier et minimiser les risques liés aux pesticides à la maison et à la ferme. Le guide est disponible en anglais, arabe, espagnol, français, portugais et russe.
- FAO guidance note: Child labour in agriculture in protracted crises, fragile and humanitarian contexts
  Cette note fournit des orientations aux acteurs intervenant dans des crises prolongées, des contextes fragiles et humanitaires pour faire en sorte que les enfants ne soient pas impliqués dans des activités qui pourraient nuire à leur santé, leur développement ou leur éducation, et qu'ils ne soient pas employés dans des conditions de travail dangereuses.
- Guidance on addressing child labour in fisheries and aquaculture
  Ce document fournit des informations et des analyses pour mieux comprendre les causes et les conséquences du travail des enfants dans la pêche et l'aquaculture. La note propose également un large éventail de recommandations à l'intention des différentes parties prenantes.
- Child labour prevention in agriculture. Junior Farmer Field and Life School – Facilitator's guide
  Ce guide aide les étudiants et les tuteurs de la Junior Farmer Field and Life School à distinguer ce qui peut être considéré comme du travail d'enfant de ce qui peut être considéré comme du travail agricole leur permettant d'acquérir de précieuses compétences.
- Ending child labour – The decisive role of agricultural stakeholders
  Cette note souligne le rôle important que les acteurs agricoles peuvent jouer dans la lutte contre le travail des enfants, et explore le rôle du gouvernement et des ministères liés à l'agriculture, le rôle des agents de vulgarisation agricole, et celui des organisations de producteurs.

- Eliminating child labour and promoting decent work in fisheries and aquaculture
  Ce dossier donne un aperçu de l'implication des enfants dans le travail des enfants dans la pêche et l'aquaculture, des risques auxquels ils sont exposés et des mesures à prendre pour résoudre ce problème, en mettant l'accent sur le rôle des acteurs de la pêche.
- Children's work in the livestock sector
  Cette note donne un aperçu du travail des enfants dans le secteur de l'élevage, y compris les tâches effectuées par les garçons et les filles, ainsi que leurs conditions de travail et leurs incidences sur l'enseignement obligatoire. On y propose également un large éventail de recommandations à l'intention des différentes parties prenantes.
- Addressing the challenges faced by rural youth aged 15 to 17 in preparing for and accessing decent work
  Ce document présente les résultats de la «Réunion d'experts sur les défis rencontrés par les jeunes ruraux âgés de 15 à 17 ans dans la préparation et l'accès à un travail décent». La réunion a facilité l'identification de politiques et d'actions réalisables et efficaces pour permettre aux jeunes ruraux de 15 à 17 ans de se préparer et d'accéder à un travail décent.

COURSE EN LIGNE

Académie d'apprentissage en ligne de la FAO: nouveaux cours d'apprentissage en ligne certifiés sur l'éradication du travail des enfants dans l'agriculture

- Introduction to child labour in agriculture
- Engaging stakeholders to end child labour in agriculture
- Using data and knowledge to end child labour in agriculture
- Incorporating child labour in policies and strategies
- Addressing child labour in agriculture programmes
- Monitoring and evaluation of child labour in agriculture
- Communicating effectively to end child labour in agriculture
- Business strategies and public-private partnership to end child labour in agriculture
- Pesticide management and child labour prevention
- Promoting youth employment and reducing child labour
- Migration and Youth in Rural Areas
- Home-Grown School Feeding

VIDÉOS

- FAO Director General Qu Dongyu's video message for the 2020 World Day Against Child Labour
- Meant to (L)earn: a discussion about child labour in agriculture
- Interview on FAO-ILO e-learning course: "End Child Labour in Agriculture"
- What does childhood mean to you?
- What did you dream of becoming when you were a child?
- To achieve #ZEROHUNGER, we must have ZERO CHILD LABOUR

INFOGRAPHIE

- Child labour in agriculture
- Ending child labour in agriculture
- Keeping children out of hazardous child labour
- Child labour in agriculture in protracted and humanitarian crises

Section sur la COVID-19 le travail des enfants dans l'agriculture

- IPCCLA statement on the impact of COVID-19 on child labour in agriculture
- Preventing child labour in agriculture during COVID-19 and beyond
- Technical note on COVID-19 and Child Labour
- Impact of COVID-19 on informal workers
- Migrant workers and the COVID-19 pandemic

Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition ▸ Forum FSN
Économie agroalimentaire - Développement économique et social
www.fao.org/fsnforum/fr ▸ fsn-moderator@fao.org

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla - 00153 Rome, Italie

Certains droits réservés. Ce(tte) œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO

© FAO, 2020
CB0644FR/1/09.20